



FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS D'ADULTES RURAUX CATHOLIQUES

VOIX DU MONDE RURAL

2007/02 N° 86

L'ECONOMIE SOLIDAIRE

PÉRIODIQUE TRIMESTRIEL 2007/2 • BUREAU DÉPÔT 5330 ASSESSE • IMPRIMÉ À TARIF RÉDUIT • P505253

VMR

Rédacteur en chef:
Mme Daisy HERMAN

Secrétariat:
FIMARC aisbl
rue Jaumain 15
5330 ASSESSE
BELGIQUE
Tél/fax: 32-83-65 62 36
www.fimarc.org
fimarc@skynet.be

Compte bancaire:
ING 310-0756026-94
IBAN
BE87 3100 7560 2694
BIC/SWIFT
BBRUBEBB

Mise en page:
FIMARC aisbl

Photos & Dessins:
FIMARC aisbl
sauf mention spéciale

Abonnement:
15,00 €/an

Parution:
27° année

Impression:
IMPRIBEAU
Beauplateau 1
6680 SAINTE-ODE
BELGIQUE
www.impribeau.be

Sommaire

Editorial	3
Action des Mouvements	5
Dossier	11
Interview	23
<i>Andrea Tronchin - Italie</i>	
Informations générales	29

*En couverture: forme de culture
intégrée - Ouganda, Février 2007*

Périodique, publié en quatre langues par la FIMARC, qui
donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des
Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



Australie, région de Melbourne, janvier 2007

Au cours de ces dernières années, nous avons évoqué souvent la souveraineté alimentaire, la bonne gouvernance nécessaire pour changer le système en place pour que ce projet se réalise. Face au constat d'une économie de marché qui se globalise, qui déstructure de plus en plus la vie de millions de personnes et notre environnement, il est nécessaire de structurer nos actions.

Une véritable souveraineté alimentaire ne peut exister sans une réelle souveraineté économique et financière. On ne peut pas imaginer changer seulement certaines choses pour atteindre la souveraineté dans un système qui est totalement inadéquat pour la souveraineté elle-même. Pour atteindre la souveraineté alimentaire, un changement radical est nécessaire et il est indispensable que nous commençons à construire notre souveraineté, à partir de maintenant parce que la souveraineté est le « droit d'agir »...

Nous proposons de changer l'économie néo-libérale capitaliste par une économie solidaire : système qui part de la culture, du respect de la dignité humaine et de la nature, qui se base sur l'universalité de la vie, ses valeurs de paix, d'amour fraternel, de solidarité, sur des valeurs éthiques, morales dans le respect de la culture, de la foi et de la religion de chaque population.

C'est de cela qu'il sera question dans le dossier de ce VMR. Des millions de projets et de réalisations d'échanges solidaires prennent forme un peu partout dans le monde. Ils ont leurs racines dans les territoires, soutenus par la base. Souvent ces initiatives naissent pour pallier aux manques créés par le système en place. Mais ces expériences restent isolées ou encore quand elles se développent tendent à glisser vers le système en place. Le défi est de structurer, de développer le système de l'économie solidaire, qui seul permet une véritable souveraineté alimentaire.

Dans votre rubrique « actions des mouvements », vous trouverez quelques-unes de ces expériences d'économie solidaire qui tendent à se mettre en place, à se structurer pour devenir un véritable projet politique. L'interview sera consacrée à Andrea Tronchin d'Italie qui participe dans sa région, dans son pays à la structuration d'un réseau d'économie solidaire qui veut prouver que ce système de faire de l'économie « autrement » est possible.

Au cours de prochains numéros de VMR nous approfondirons des aspects de l'économie solidaire avec une analyse du commerce équitable, du micro crédit, des entreprises sociales et il nous faudra sans doute aborder des notions telles que la décroissance, les monnaies alternatives... Un grand chantier s'ouvre devant nous, à nous d'y croire et de nous mobiliser pour que l'économie solidaire ne soit pas un projet par défaut pour pallier aux manques de l'économie capitaliste mais qu'elle soit un projet politique cohérent.

Nous vous souhaitons bonne lecture de ce VMR et n'hésitez pas à nous interpeller, à contribuer à cette revue qui est la vôtre.

*Daisy Herman
Secrétaire générale*



Action des Mouvements

Zambie

Les groupes CARAM de Zambie organisent des réunions de sensibilisation sur le concept et la mise en œuvre de la bonne gouvernance. Les problèmes de corruption, la gouvernance imposée par les organisations internationales en Zambie, ne permettent pas réellement à la population de se développer.

Les paysans sont soumis aux prix édictés par le gouvernement et les acheteurs qui sont bien plus puissants que les petits paysans. L'action de CARAM est de sensibiliser et d'éduquer les groupes pour qu'ils puissent tenter de négocier directement avec les représentants politiques de leur pays.



*Rencontre régionale des pays d'Afrique anglophone
Kenya, janvier 2007*

Sénégal

L'association Sénégalaise de Producteurs de Semences Paysannes a organisé une foire de semences paysannes traditionnelles au village de Djimini, en Haute Casamance fin mars 2007. Les 19 organisations paysannes ont présenté une trentaine de variétés traditionnelles de riz : de nombreuses variétés de mil traditionnel, de sorgho, de maïs, de fonio (céréle locale) ainsi que des espèces maraîchères en grande diversité, des tomates de toutes les couleurs, plusieurs aubergines douces et amères, diverses courges... Les producteurs ont pu ainsi redécouvrir des variétés traditionnelles qui avaient disparu de leur zone. Un des objectifs de l'ASPSP est de contribuer à l'autonomie semencière des paysans, par la sauvegarde des variétés traditionnelles, pour la sécurité et la souveraineté alimentaire.



République de Centrafrique

Le Mouvement des Foyers Chrétiens de Centrafrique a célébré du 11 au 15 avril dernier le Jubilé d'Or du mouvement. Ce mouvement qui existe maintenant depuis 50 ans travaille prioritairement sur l'autonomie, l'auto prise en charge et la bonne gouvernance. Principes qu'il met en œuvre au sein de ces équipes puisque le Jubilé et la session nationale ont été l'occasion de renouveler les membres du bureau national et de la coordination nationale des femmes.

Argentine

La production intensive de soja provoque des dégâts considérables en Argentine. En avril dernier, dans la province de Santa Fé, 60 mille hectares de terres ont été inondées par des pluies diluviennes correspondant en une semaine aux pluies de 3 mois. Ces inondations ont rendu la situation dans les campagnes très difficiles, de même qu'aux abords des grandes villes qui abritent une population ne bénéficiant d'aucune couverture sociale. A ces dégâts environnementaux, il faut ajouter les cancers en augmentation constante, dus aux agrochimiques nécessaires à cette culture.



El Salvador, avril 2007

El Salvador

Dans la présentation de sa page Web, la Caritas d'El Salvador parle de la Solidarité qui transforme. Dans cet effort de solidarité pour la transformation, la Caritas est sur le point de publier un document pédagogique à l'usage des paysans qui traite du commerce équitable et de l'économie solidaire. Tout récemment le groupe a organisé une « foire régionale du commerce équitable, de l'économie solidaire et de l'échange de semences » à laquelle ont participé quelque 800 producteurs.

Bolivie

Avril 2007, la Bolivie, annonce sa décision de se retirer du CIRDI (Centre International de Règlements des Différents sur l'Investissement). Elle déclare qu'elle se retire du CIRDI afin de «garantir le droit souverain des pays à régler l'investissement étranger sur son territoire national ». La Bolivie explique que les compagnies multinationales utilisaient le CIRDI après avoir déstructuré « les règles constitutionnelles, les lois nationales, les obligations contractuelles, les régulations environnementales et les résolutions sur le droit du travail ».

Corée du Sud

Le 02 avril, les gouvernement américain et coréen ont signé un accord de libre-échange entre les 2 pays. Cet accord a suscité de nombreuses critiques en Corée du Sud, notamment parmi les paysans qui craignent de perdre leur moyen de subsistance en cas d'ouverture des frontières au riz américain. Selon un rapport de l'Institut d'économie rurale coréen, l'arrivée massive de produits agricoles en provenance des Etats-Unis entraînerait jusqu'à 130 000 suppressions d'emploi dans ce secteur. De plus, même si l'accord ne porte pas sur la viande bœuf, les 2 parties admettent que les parlementaires américains bloqueront celui-ci tant que l'embargo de la Corée sur le bœuf ne sera pas levé. Début avril, quelque 6 000 personnes ont manifesté à Séoul pour demander au Parlement de rejeter l'accord. En mai, c'est une délégation d'une trentaine de paysans coréens qui était présente à Paris pour la 75^{ème} session de L'OIE, Organisation Mondiale de la santé animale, pour tenter de continuer à bloquer l'importation de viande de bœuf en Corée du Sud.

Thaïlande

Du 27 février au 4 mars, Naiyana Vichitporn et sa collègue Nanthaporn Bunprasom, ont participé à la Conférence Pan Asiatique sur le droit aux semences, organisé à Bali en Indonésie. 30 personnes venant de 10 pays ont participé à ce programme qui a fait le point sur la situation générale en agriculture, sur la question de la souveraineté alimentaire et des programmes de sauvegarde de semences dans les différents pays. La prochaine conférence devrait avoir lieu en juillet prochain en Thaïlande.

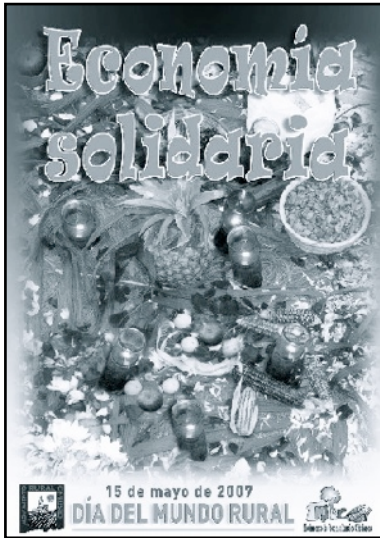
Népal

L'année 2006 restera une année historique pour les ruraux du Népal. Après de nombreuses manifestations demandant des changements radicaux, l'été a vu la fin du pouvoir absolu de la monarchie, la restauration du Parlement et la décision des Maoïstes de cesser le conflit armé. C'est dans ce climat de paix restaurée que la Caritas Népal et les ONG qui l'entourent ont pu mettre en œuvre le plan IPM (Integrated Pest Management). Ce plan de formation à l'agriculture biologique et à la maîtrise naturelle des insectes et maladies a permis aux paysans d'améliorer leur production et ainsi d'améliorer leur sécurité alimentaire.



France

Nous évoquons la problématique du logement en rural en Belgique dans le numéro précédent de VMR. Aujourd'hui, c'est le CMR de France qui se penche sur cette problématique et en fait le thème de ses « vacances formations » du 11 au 18 août prochain. Habiter, ce n'est pas seulement avoir un chez soi. C'est aussi une manière d'être, de s'inscrire plus largement dans un environnement humain, un territoire, s'interroger sur l'impact environnemental de nos choix ...vivre des solidarités...



Suisse

Celui qui se bat peut perdre, celui qui ne se bat pas a déjà tout perdu. C'est fort de cette maxime que les membres de l'ACAR de Suisse, se battent à leur niveau pour défendre l'agriculture paysanne, dans des alliances avec le syndicat paysan Uniterre, dans la mise en place de centres de vente directe de produits du terroir ou encore en sensibilisant ses membres pour les produits du commerce équitable tels que café ou cacao.

Espagne

Le 15 mai dernier, le mouvement MRC d'Espagne a organisé « la journée du monde rural » sur le thème de l'économie solidaire. Le mouvement se reconnaît dans le slogan d'un autre monde possible, ne se contentant pas de se joindre à des mouvements de protestation mais cherchant à construire des alternatives. Parler aujourd'hui d'une autre économie, signifie penser et créer des alternatives économiques, nous situer sur le terrain de l'engagement social, dans le développement de notre imagination et en comptant sur notre plus grande alternative : l'espérance.

L'économie solidaire en 7 points

Au cours du Séminaire international MIJARC-FIMARC de mai 2007 en Belgique, les participants, après avoir analysé plusieurs réalisations de l'économie solidaire, se sont mis d'accord sur 7 critères de référence pour définir ce qu'est l'économie solidaire :

- Service prioritaire aux personnes et/ou à la communauté ;
- Autonomie de gestion ;
- Démocratie – participation ;
- Primauté des personnes et du travail des personnes sur le capital ;
- Développement local ;
- Education, formation, conscientisation ;
- Une attention à l'équité, aux générations futures, à l'environnement.



Un autre système économique, L'économie solidaire

Une autre économie est-elle possible que celle qui domine aujourd'hui, l'économie libérale et capitaliste ? Des millions de projets et de réalisations d'échanges solidaires prennent forme un peu partout dans le monde. Ils ont leurs racines dans le territoire, soutenus par la base. Mais peuvent-ils former une base alternative au capitalisme actuel ?

Devant la destruction de notre planète, devant le fait que l'économie libérale « suce jusqu'à la dernière goutte de notre sang » pour reprendre l'expression de Filemón, paysan du Mexique, les ruraux peuvent-ils mettre en œuvre une autre économie, dite solidaire, qui réponde à leurs besoins et leur permette de vivre dignement ? La souveraineté alimentaire est un concept que développe la FIMARC depuis de nombreuses années. Comment peut-elle s'insérer dans une économie solidaire, pour le bien-être et l'avenir des ruraux ? Ces pages proposent une première approche de cette réalité de l'économie solidaire.

UN MONDE INEGALITAIRE

Nous vivons dans un monde où nous pouvons constater un paradoxe écla- tant : jamais les pays riches n'ont été aussi riches ; jamais les sociétés n'ont été aussi inégalitaires. En Europe, pour ne prendre que l'exemple de ce continent, des dizaines de millions de femmes et d'hommes vivent dans la pauvreté et la marginalité. La grande majorité des populations des pays pauvres – dont les ruraux – vivent dans des situations de précarité et sou- vent de survie. Pour sortir de ces impasses, il nous faut explorer de nouvel- les pistes, celles de l'économie solidaire.

Tout peut-il dépendre du profit financier ?

En effet, l'économie libérale provoque un développement inégal qui en- traîne une paupérisation grandissante dans le monde. Près de 70 % de la population des pays du Sud et des pans entiers et croissants de la popula- tion des pays riches sont fortement marginalisés. L'origine du mouvement de l'économie solidaire se situe dans ce constat : le système économique libéral ne répond pas aux besoins essentiels des populations, en particulier des populations les plus défavorisées.



*Marie Caroline Collard (SAW-BE) et Laurent Mortreuil (UNIAPAC)
Personnes ressources au séminaire de Bruxelles, mai 2007*



L'économie libérale se libère de toute contrainte sociale. Il faut toujours produire plus, pour plus de profit, au détriment des personnes et des communautés humaines. Elle produit des richesses en quantité impressionnantes, inégalement réparties au bénéfice d'une minorité de la population du globe. Elle génère de la précarité, de l'insécurité et l'exclusion de personnes et de communautés humaines entières. Les décisions sont prises au nom d'impératifs financiers. Et donc l'avenir des hommes et des femmes, leur travail, leurs revenus, leur rôle dans la cité, dépendent des décisions financières : le profit avant toute chose.



Bidonville de Nairobi, Kenya, janvier 2007

La personne humaine en priorité

Dans ce contexte, des millions de familles ont mis en place des activités économiques alternatives. Elles sont le résultat d'un foisonnement d'idées et d'initiatives individuelles et collectives, pour survivre et faire croître les revenus.

Par exemple, dans l'un des bidonvilles autour de Nairobi, au Kenya, des jeunes se sont organisés pour ramasser les ordures ménagères et les déchets de leur quartier ; ils les transportent vers la décharge, où ils les trient et récupèrent tout ce qui peut être vendu ; résultats : leur quartier est plus propre et plus sain, et les jeunes ont un petit revenu. Cette initiative ne répond pas à tous les défis des habitants du bidonville. Mais elle permet à des jeunes de se prouver à eux-mêmes qu'ils sont capables d'agir et de changer le cours de leur vie et de celle de leur quartier.

Les activités de l'économie solidaire sont souvent bien connues : entreprises adaptées pour le travail des personnes handicapées ; logement des exclus ; éducation populaire ; aide aux personnes ; accès aux loisirs pour les plus démunis ; recyclage et récupération économique de déchets ; protection de l'environnement ; insertion économique et sociale des chômeurs ; commerce équitable qui soutient les petits producteurs du Sud ; activités de services de leur communauté lancées par des femmes, etc. Ces activités sont souvent à la frontière entre l'économie sociale et solidaire, mais toujours en rupture avec le système économique libéral.

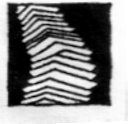
Elles sont le signe visible et tangible qu'une autre économie est possible : celle qui met l'Homme au centre de ses préoccupations et décisions.

Questions proposées pour le travail des groupes et mouvements :

- *Dans votre environnement, connaissez-vous des activités liées à l'économie solidaire ?*
- *Qui les a créées, qui les anime, avec quels objectifs ?*
- *Quelles sont les difficultés rencontrées pour faire vivre ces réalisations ?*

LA PERSONNE ET LA COMMUNAUTE AU CENTRE DE L'ECONOMIE SOLIDAIRE

Ces multiples activités ont-elles des points de convergence ? Trois facteurs essentiels permettent de qualifier les actions et activités de l'économie solidaire. Devant l'exclusion économique d'une partie toujours plus grande de la société, il faut chercher autre chose.



Et ceci se caractérise par des activités autonomes, créatrices de vie locale et de richesses locales, sous forme coopérative ou autres formes de travail ensemble, et aussi par l'aide mutuelle des personnes, des groupes, des communautés.

Devant l'insatisfaction croissante pour tout ce qui concerne la culture – au sens fort du mot – de l'économie de marché, l'économie solidaire permet de trouver d'autres moyens pour produire et procurer des services adaptés aux besoins concrets locaux. Ces activités sont basées sur la coopération, l'autonomie, l'autogestion participative de tous les acteurs.



*Séminaire MIJARC - FIMARC
sur l'économie solidaire
Bruxelles, mai 2007*

Faire de l'économie « autrement »

L'économie solidaire est un vaste mouvement qui regroupe des milliers d'initiatives locales qui ont pour but de produire, de consommer, d'employer des personnes, d'épargner, de décider « autrement ». Ce terme « autrement » est essentiel, dans le sens où il dit que l'économie solidaire fonctionne en recherchant bien sûr une certaine efficacité économique, dans le service collectif pour mieux vivre ensemble, mettant en œuvre des formes de gouvernance démocratique, dans le respect des personnes.



Indonésie, sauvegarde des semences

L'économie solidaire ne cherche pas à maximiser le profit, et ne met pas en priorité le rendement du capital investi. Elle vise à répondre à des besoins non satisfaits par le marché économique classique néo-libéral. Elle combine de façon équilibrée les différentes ressources des activités marchandes (en vendant des services rendus), des activités non-marchandes (notamment par la redistribution des richesses), et les activités non monétaires (par des contributions volontaires des personnes).



En refusant la séparation entre l'économique, le politique et le social, l'économie solidaire met en avant des paramètres de référence : une finalité de service à la collectivité et non le profit au service du capital ; autonomie de gestion ; processus de décision démocratique, les femmes ayant toute leur place dans tout le processus ; privilégier, dans la répartition des revenus et des richesses, le travail sur le capital ; une perspective de développement durable. Elle est ainsi une résistance puissante à l'individualisme marchand qui mine nos sociétés et écrase la personne humaine. Elle est donc une économie « autre », où la cohésion, la solidarité, le projet collectif sont des valeurs de référence.

Dynamique locale

C'est une forme alternative, juste et humaine, de faire de l'économie, basée sur la solidarité, sur le travail, sur l'appui mutuel et sur la coopération. Elle exige un nouveau type de développement alternatif, intégral, à échelle humaine, soutenable. Elle est enracinée dans le territoire, avec des activités adaptées aux besoins locaux et à la culture locale. Elle permet d'agrandir l'espace de liberté de la société civile, donc du citoyen. Elle amplifie les capacités de chaque personne et groupe ou communauté, elle maintient la diversité du vivant.

L'économie solidaire crée de nouvelles relations entre les acteurs économiques, basées sur la réciprocité, la coopération. Elle met en œuvre les moyens pour la justice et le respect des personnes : conditions de travail, santé, formation, intégration sociale de tous et surtout des plus exclus et des plus faibles, garantie des biens essentiels pour les besoins des personnes et des communautés. Elle veille au respect de l'environnement et à préserver la nature pour le futur. La participation démocratique valorise l'autogestion, le dialogue et le débat pour aboutir à des décisions collectives. Elle s'enracine dans l'économie locale par ses relations avec l'ensemble des activités humaines du milieu.

Résister à la fatalité

Ainsi, une nouvelle économie est l'arme la plus puissante pour combattre la globalisation négative de la société actuelle. Elle prend en compte l'exigence de la souveraineté alimentaire. L'économie solidaire provoque ses acteurs à penser globalement, à la dimension mondiale de l'économie et des relations humaines, en agissant localement, dans une perspective dynamique de solidarité. Elle valorise les aspects positifs de chaque personne et de chaque communauté.

L'économie solidaire s'attaque aux problèmes des plus démunis, répond aux besoins individuels et collectifs. C'est une résistance à la fatalité, une confiance dans le progrès social et dans la démocratie participative. Elle met le capital humain au centre et au service de tous et de la communauté.

Questions proposées pour le travail des groupes et des mouvements :

- *Comment les activités de l'économie solidaire que vous connaissez répondent elles aux besoins réels et essentiels des personnes et de communautés ?*
- *Quels sont les Droits humains essentiels qui sont promus par ces réalisations ?*
- *Comment ces réalisations mettent elles en œuvre, concrètement, le concept de la souveraineté alimentaire ?*



FOISONNEMENT D'INITIATIVES ET DE REALISATIONS

Dans de nombreux pays, des initiatives et des actions sont entreprises pour mettre l'Homme au centre de l'économie et de toute activité liée à l'économie.

En République Démocratique du Congo, une ONG aide des femmes à faibles revenus pour leur formation. Par le micro-crédit solidaire, elles diversifient leurs activités, ce qui leur permet de sortir de la marginalité, d'avoir un revenu et de faire reconnaître leurs droits en tant que femmes. En Bolivie, une organisation paysanne aide des communautés paysannes à relancer la production de cultures vivrières, à les gérer et les commercialiser, à développer le tourisme local alternatif. Les résultats en sont un dépassement collectif des épreuves pour réussir ensemble, la promotion d'intérêts communautaires, le développement des capacités d'organisation des populations marginalisées, la valorisation de la coresponsabilité



El Salvador, avril 2007

Droit à la terre

En Inde, les Dalits luttent pour le droit à la terre, aux ressources naturelles, à l'éducation, aux moyens de développer des activités économiques. De ce fait, la situation économique a progressé, et surtout, les Dalits retrouvent une estime individuelle et collective d'eux-mêmes.

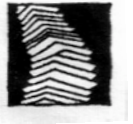
Au Pérou, des ouvriers sont soutenus pour créer des micros entreprises, et bénéficient de formations pratiques et théoriques. En Indonésie, il s'agit de la lutte pour la terre et le soutien à l'organisation communautaire des petits paysans. Ce qui leur permet de produire et de commercialiser des produits agricoles, pour avoir un revenu. Au Bangladesh, le micro crédit permet à une nombreuse population très pauvre d'améliorer sa situation économique, d'acquérir une certaine confiance en soi. Il s'agit surtout de femmes.

Le micro crédit permet aux pauvres d'accéder au droit d'avoir un crédit pour démarrer et développer une activité économique. Ce qui permet d'améliorer les conditions de vie des personnes. Cependant une question est posée : le micro crédit va-t-il conduire ses bénéficiaires vers le système économique libéral dominant, ou les aider à développer le système de l'économie solidaire ?

Ailleurs, la création de monnaie parallèle – appelée aussi monnaie sociale – amplifie les capacités des initiatives individuelles, emploie les ressources disponibles pour la production locale de biens et de services, réduit le chômage, et aboutit à de nouvelles possibilités financières pour les populations.



*Le Sommet Global du Micro
crédit 2006 a eu lieu du 12 au 15 no-
vembre 2006 à Halifax
Nouvelle-Écosse, Canada*



Utopie mobilisatrice

L'économie solidaire permet de se réappropriier collectivement le concept de souveraineté alimentaire, par le développement d'alliances, par la consolidation des plates-formes et de réseaux de solidarité : producteurs locaux, consommateurs, personnels salariés, organismes locaux de crédit ou d'épargne populaire. Il s'agit toujours de développer l'économie et la vie sociale locale dans le but de satisfaire les besoins des personnes et communautés impliquées dans le processus économique. Dans cette dynamique, l'agriculture paysanne retrouve son rôle premier : respect du paysan producteur, réponse aux besoins des populations et de la société par des produits sains et de qualité, protection de l'environnement, gestion du territoire.

Le système de l'économie solidaire est un système global pour un changement radical des modes de production, des relations entre les acteurs économiques, entre les communautés locales. Une utopie qui mobilise les énergies des personnes et des communautés pour trouver les chemins d'un meilleur vivre ensemble.

Questions proposées pour le travail des groupes et des mouvements :

- *Quelles sont les alliances que font les acteurs de l'économie solidaire avec d'autres réalisations, dans le pays même et au-delà ?*
- *Quelles valeurs humaines sont mises en œuvre dans ces réseaux de solidarité ?*
- *Comment votre groupe ou votre mouvement est impliqué dans ces réalisations et ces projets ?*

Objectifs de l'économie solidaire

« Nous affirmons que l'économie sociale et solidaire n'est pas faite pour combler les carences des politiques, elle est une proposition politique, qui doit donner une cohérence globale aux multiples initiatives de terrain et constituer une alternative au système néo libéral.

L'économie solidaire répond aux besoins des personnes ou des communautés. Il est nécessaire que les producteurs soient maîtres de leur gestion, grâce à une éducation permanente, à un fonctionnement démocratique participatif. La primauté est donnée aux personnes et à leur travail, non au capital. L'économie solidaire privilégie le développement local et durable, veille à l'équité des genres, sans entamer les ressources des générations futures. Elle garantit à tous leurs droits fondamentaux (alimentation, logement, éducation), alors que le système néolibéral en garantit l'accès...à ceux qui ont les moyens.

Nous sommes mobilisés pour faire avancer notre objectif d'une économie solidaire, et à travers elle, atteindre une véritable souveraineté alimentaire. C'est pourquoi nous demandons à nos élus politiques d'affirmer dans les faits leur volonté politique d'une économie solidaire :

- afin de donner une perspective durable aux initiatives de terrain actuellement engagées
- afin d'inverser la tendance par rapport au système néolibéral, qui contamine tout.

*Extraits de la déclaration finale du séminaire international
MIJARC - FIMARC Mai 2007- Belgique.*



**L'interview de ce numéro est consacrée
à Andrea Tronchin,
Membre de l'Association Rurale Italienne
(ARI),
Animateur de groupes ruraux agissant pour
l'économie solidaire.**

- *Andrea, peux-tu te présenter pour les lecteurs et lectrices de VMR ?*

Je m'appelle Andrea Tronchin, de la région de Vérone, dans le nord-est de l'Italie. J'ai 40 ans, et je suis ingénieur agricole en économie, ou plus exactement en agro-économie. Je suis membre de l'Association Rurale Italienne (ARI), dont je suis un conseiller national. Avec mes parents – je suis célibataire – je travaille la terre en tant que petit producteur d'olives, pour la commercialisation locale.



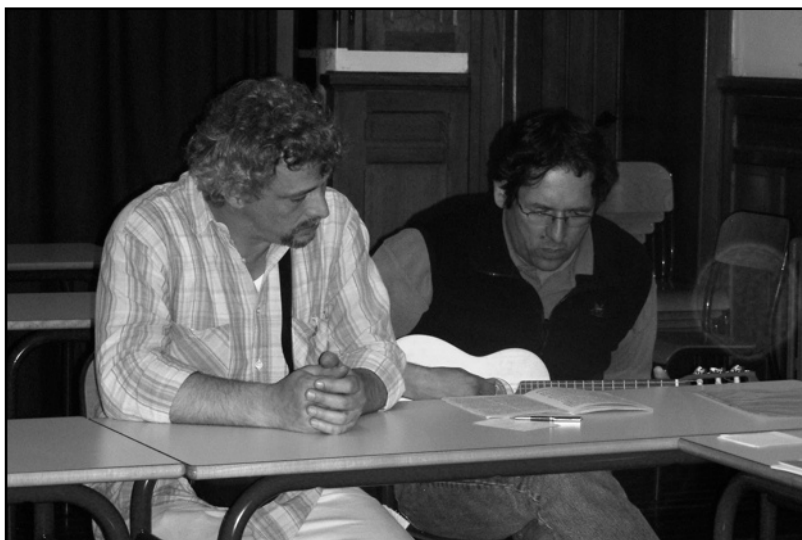
De plus en plus, je milite pour la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire. Car je comprends que ces deux concepts sont l'unique alternative pour faire arriver un changement social de fond dans le monde rural et dans notre société. C'est le seul chemin pour faire surgir une alternative à la situation actuelle et faire face à la crise sociale mondiale actuelle.

- *Pourquoi un tel investissement personnel dans ce travail ?*

Dans ma vie, j'ai deux convictions. La première, que je viens d'exprimer, est celle du changement nécessaire pour l'avenir du monde

rural en Europe et dans le Sud, et que ceci peut se faire grâce aux concepts de souveraineté alimentaire et de l'économie solidaire.

Ma deuxième conviction est que j'ai conscience d'avoir une mission. Je suis croyant au plus profond de moi-même. Et j'ai le sentiment – sans orgueil de ma part – que Dieu m'a fait arriver à la compréhension de la souveraineté alimentaire et de l'économie solidaire pour travailler à ce monde plus juste. Dieu nous a confié la création, pour la rendre plus belle et plus harmonieuse. Et nous constatons que l'homme fait un monde contraire au projet de Dieu pour l'humanité. Et cela je ne l'accepte pas.





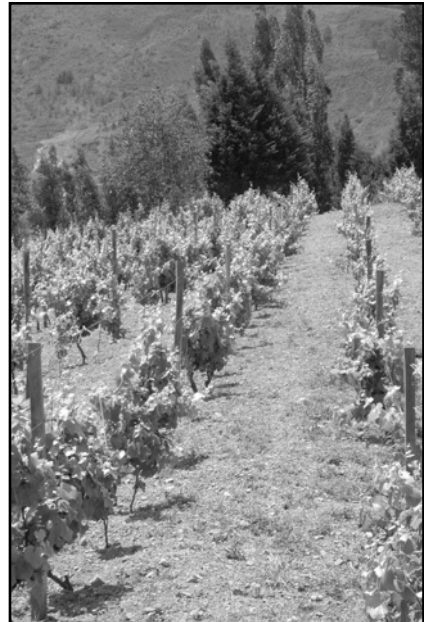
C'est pour ce combat que je me sens investi d'une responsabilité, d'une sorte de mission. Et d'ailleurs, je retrouve cette mission portée par la FIMARC dans tous les continents, et je m'en réjouis.

- *Revenons sur ce concept de l'économie solidaire. Peux-tu expliquer ce qui se passe dans la région de Vérone ? Quel travail fais-tu avec les ruraux ?*

En Italie, nous avons créé des « Districts de *sobreeconomia* », terme que l'on peut traduire par « District de la souveraine économie ». Ce sont des laboratoires pilotes, à travers lesquels nous structurons le système de l'économie solidaire. Il y a des groupes de consommateurs et de producteurs agricoles locaux, qui sont solidaires dans leurs engagements et l'économie locale. Consommateurs et producteurs créent des liens directs entre eux, pour développer la production locale au service des besoins alimentaires des familles membres des groupes.

Chaque groupe comprend de 5 à 7 familles, ce qui représente sur le District environ 750 personnes engagées dans cette dynamique.

Il y a actuellement une quinzaine de Districts dans tout le pays, reliés entre eux dans le cadre d'un réseau national. Localement donc, chaque membre d'un groupe met ses ressources au service de tous, soit pour le transport des produits achetés, soit pour une aide au travail de production. Cette solidarité va au-delà de la production et de la consommation.



Il y a aussi des liens de solidarité en cas de problèmes de santé par exemple, en cas de difficulté particulière de tel ou tel membre.

** Quels sont les objectifs de ces groupes locaux ?*

Il y a d'abord la production agricole. Nous mettons en œuvre ensemble une production agricole locale, au service des besoins locaux, pour un développement économique solidaire, soutenable, durable. Ce qui a pour conséquence la préservation de l'environnement, car les productions sont biologiques. Pour les acheteurs, ce système de proximité réduit les coûts des produits achetés, et leur permet de comprendre les mécanismes de production locale.

Nous développons aussi des actions avec les autorités locales, qui nous donnent des facilités pour le travail d'information de la population, pour nous permettre d'avoir des salles pour nous rencontrer, pour nous permettre aussi de monter des marchés locaux alternatifs, où les produits sont proposés à tous les consommateurs, membres ou non des groupes.

- *Quelles sont les difficultés que vous rencontrez sur le District ?*

Il y en a deux principales. D'une part, il s'agit de la sensibilisation de la population. Nous faisons des efforts importants pour informer, par des réunions, des marchés alternatifs où nous diffusons des informations. Mais il n'est pas facile de faire comprendre qu'une autre manière de vivre est possible. Beaucoup sont d'accord avec l'idée, mais ont des difficultés pour passer à des actions concrètes, pour changer leur mode de consommation par exemple.

La deuxième difficulté vient des producteurs agricoles. Peu sont engagés dans le travail de réflexion dans les groupes. Une vingtaine sont disposés à produire ce dont les consommateurs du District ont besoin chaque semaine. Mais ils ne veulent pas s'engager dans un travail de réflexion, qui exige de changer de mentalité, de comportement de producteur et de vivre une solidarité concrète. Beaucoup sont dans une mentalité néolibérale de « réformisme » et trouvent ce type d'action un peu trop radicale.



- *Malgré ces difficultés, vous obtenez des résultats positifs ?*

Bien sûr. Tout d'abord nos constatons que les groupes solidaires fonctionnent bien. Il y a donc une garantie que cela va durer, car nous voyons se développer une prise de conscience que l'on ne peut continuer notre mode de vie indéfiniment.

Pour les consommateurs, le résultat est important : meilleure consommation, meilleure hygiène de vie, développement de la solidarité locale, au-delà des seules actions liées à l'achat des produits agricoles. Il y a aussi des expériences d'autres productions, notamment pour des produits d'entretien ménager, tel le savon. Cela demande à être consolidé pour développer le système de l'économie solidaire au-delà de la seule consommation alimentaire.

A Vérone, le District de « souveraine économie » gère d'anciens bâtiments militaires désaffectés, pour en faire un espace de Paix : lieu de rencontres et de séminaires ; lieu pour les marchés alternatifs ; espace pour des activités sociales au service des familles.

Nous avons ainsi récupéré un espace public qui se dégradait, pour en faire un vrai lieu de vie sociale et de dynamique de Paix.

C'est important de situer les actions locales dans une perspective de compréhension globale du monde et de son avenir.

Je voudrais encore préciser une chose. Nous avons une charte de l'économie solidaire, et chaque personne qui entre dans un groupe s'engage à respecter cette charte. C'est indispensable pour avancer ensemble.



Chaque groupe et chaque District sont des instances de démocratie participative, où chaque personne prend la parole, participe aux débats et aux décisions. Tout se tient dans l'économie solidaire : l'économie, le social, le politique.

- *Est-ce que vous faites des alliances avec d'autres réseaux ou groupes ?*

Le premier réseau est celui de la relation avec les autres Districts dans le pays, puisqu'il y en a une quinzaine.

Personnellement je suis disponible pour représenter le District local dans les rencontres avec les autres Districts du pays. C'est dans ce réseau que nous élaborons une stratégie nationale de l'économie solidaire.



Localement, chaque District fait des alliances selon son environnement : groupes de commerce équitable, groupes de personnes handicapées, groupes de femmes pour leur propre promotion, ONG de solidarité avec les pays du Sud, tourisme solidaire, etc. Il y a beaucoup de diversités dans les alliances. Celles-ci sont indispensables, pour nous situer dans un mouvement global de changement de société et de proposition concrète d'une alternative viable.

Et il y a aussi le réseau de la FIMARC. Pour moi, c'est important d'être dans ce réseau, où je rencontre des personnes et des groupes qui partagent les mêmes convictions de fond que moi, et où je peux faire une analyse à la dimension du monde. Ensemble, avec tout le réseau FIMARC dans le monde, nous faisons avancer le concept de souveraineté alimentaire et celui de l'économie solidaire. Travailler localement est indispensable, mais toujours en lien avec ce qui se fait à travers le monde. La FIMARC nous donne cette chance.

*Rencontre Mondiale de la FIMARC
Taejon, Corée du Sud, mai 2006*



Informations générales

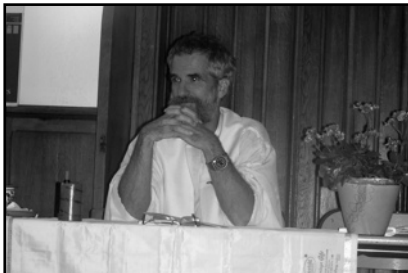
Coordinations

Le Bureau s'est réuni à Assesse du 25 au 27 avril afin de mettre la dernière main aux préparatifs de la réunion de Comité exécutif. Le Comité a eu lieu du 28 avril au 01 mai avant le séminaire organisé conjointement avec le MIJARC sur le thème de l'économie solidaire.

Un des points majeurs à l'ordre du jour de ce Comité était le choix du nouvel Assistant Ecclésiastique de la FIMARC, le Père Didier Lefebvre terminant son mandat en novembre 2007. Parmi les 3 candidats proposés, c'est le Père Abraam Maher de l'ADIM d'Egypte qui a été retenu.



*Father
Abraam Maher*



Le Père Didier Lefebvre

Nous attendons l'approbation de la part du Conseil Pontifical pour les Laïcs afin que cette nomination devienne effective.

Les coordinations continentales ont eu l'occasion de se rencontrer, pendant le Comité Exécutif et ensuite en coordinations communes avec le MIJARC pour affiner les plans d'action et renforcer les contacts entre les 2 organisations

Après 3 ans de collaboration avec la FIMARC, Geneviève Mitsch, notre assistante administrative, nous a quitté le 12 mai dernier pour entreprendre de nouvelles activités . Nous la remercions pour tout le travail et lui souhaitons bon vent dans ses nouveaux projets.

Quelques membres du groupe de travail des Droits de l'Homme de la FIMARC ont participé au séminaire de Bruxelles sur l'économie solidaire

Le Comité exécutif a profité de leur présence pour leur renouveler le mandat de porte parole de la FIMARC au Conseil des Droits de l'homme et de groupe de recherche sur la question des droits en l'homme en rural.



Le Comité exécutif et le groupe de travail FIMARC des Droits de l'Homme



Forum Citoyen de la JICI

La Jeunesse Indépendante Catholique Internationale organise au Bénin son 2^e Forum Citoyen en juillet prochain. Le thème retenu est « Promouvoir l'engagement économique, social et citoyen des jeunes adultes en Afrique à la lumière de l'Enseignement Social de l'Eglise ». Le coordinateur de l'Afrique de l'Ouest et l'Aumônier international participeront à ce Forum, forts de l'expérience du séminaire sur l'économie solidaire, qui leur permettra sans doute de contribuer utilement à ce débat. Avant le Forum de la JICI, nous espérons pouvoir organiser une rencontre sous-régionale au Togo qui permettrait de réunir des délégués du Bénin, du Togo, du Burkina Faso et du Niger.

Campagne « Imposer n'est pas négocier »

L'Union européenne (UE) négocie actuellement des accords de libre-échange avec les 76 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Ces « Accords de partenariat économique » (APE) auront des conséquences dramatiques sur les économies et le développement des pays ACP.

A quelques mois de la fin des négociations, alors que l'Europe accentue la pression et menace certains des pays les plus pauvres du monde de restreindre leur accès au marché européen, mobilisons-nous pour exiger que cesse cette pression et que soit consacré le temps nécessaire aux négociations, afin qu'elles aboutissent à un accord acceptable par tous, en faveur du développement.





*Les membres du Comité exécutif de la FIMARC
Assesse, Belgique, avril 2007*



PUBLIE PAR

Fédération internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques
Federación internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

Editeur responsable

Daisy HERMAN, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)